***Objet : Analyse du sondage Ifop/SIG du week end - 4 mai***

1. **Une connaissance des mesures annoncées qui stagne, malgré la surexposition médiatique du PM**

Les mesures annoncées par le Premier ministre ont fait l’objet de retombées médiatiques extrêmement importantes. Pour autant, **seulement les deux-tiers des Français déclarent en avoir entendu parler, et seulement 27% disent savoir précisément de quoi il s’agit**.

La notoriété des mesures n’est pas supérieure à gauche qu’à droite ; les sympathisants centristes se disent cependant les mieux informés, avec les socialistes (30 à 34% savent précisément de quoi il s’agit).

La technicité des annonces peut expliquer cette confusion quant à leur contenu précis. Certaines mesures, les touchant plus directement, auront sans doute bénéficié d’une notoriété plus importante : le gel des retraites, ou celui du point d’indice pour les fonctionnaires concernés.

1. **Le jugement global sur les orientations qui s’est légèrement amélioré, sous l’effet de la victoire conférée par le vote, et celui, plus ambigu, des concessions accordées**

Les *a priori* restent globalement bons sur les orientations annoncées par le PM. **Le jugement sur les mesures a cessé de se dégrader, et s’améliore même légèrement**; le soutien se maintient notamment au centre et chez les sympathisants de la majorité :

* **48%** **des Français** (**+2** par rapport à la semaine dernière) **jugent qu’elles vont « dans le bon sens »,** contre 51% (-1). A gauche, l’approbation atteint 55% (+1), 66% pour les sympathisants PS/EELV (+1). A droite, les opinions restent stables : 49% à l’UMP, 69% pour l’UDI.
* **Le jugement sur leur efficacité s’améliore également**: **38% estiment que ces mesures permettront de diminuer les déficits**, soit une **hausse de 4 points** (50% à gauche, dont 63% des sympathisants PS ; 39% à l’UMP et 48% à l’UDI).

**38% pensent que ces mesures permettront de relancer l’économie**, soit **deux points de plus** que la semaine dernière. Cette opinion est partagée par 49% des sympathisants de gauche, dont 56% de ceux de la majorité, mais aussi 51% des sympathisants UDI, 42% de ceux du Modem, et un bon tiers des sympathisants UMP.

Cette légère amélioration, après deux semaines consécutives d’une détérioration de l’opinion sur les orientations annoncées, peut être liée :

* **au vote du pacte par la majorité, qui a pu donner le sentiment que le PM avait emporté une victoire**, et conforté son image de fermeté et d’efficacité y compris en **contraste de celle du PR**.
* **L’attention accordée à la séquence du vote ne doit cependant pas être surestimée : il ne semble pas qu’elle ait représenté un enjeu réel** pour l’opinion. Ainsi, interrogés sur le fait de savoir si le PM sort de ce vote renforcé ou affaibli, 60% des Français estiment « ni l’un ni l’autre », 20% renforcé (28% des sympathisants PS) et 20% affaibli (12% des sympathisants PS).

Lorsqu’on leur explique les tenants et les aboutissants du vote au Parlement, les Français sont légèrement plus nombreux à considérer que le PM sort renforcé par ce vote : 22%, contre 19% affaibli. Cependant, 59% considèrent toujours qu’il n’y a pas de réel enjeu à leurs yeux.

* **Si la séquence a suscité sur le fond un intérêt limité de l’opinion, elle a cependant pu, pour ceux qui s’y sont intéressé, conforter des traits d’image existants**.

Ainsi alors que le PM, pourtant en première ligne, semble sortir indemne de ce bras de fer avec sa majorité, **les Français qui expriment une opinion sur le sujet sont nettement plus nombreux à estimer que le PR en sort affaibli** (30%) **que renforcé** (9%), y compris chez les sympathisants PS (19% l’estiment affaibli).

Il y a peut-être également dans ces résultats une distinction perçue par les plus politisés entre la victoire du PM, qui ne serait qu’une habileté manœuvrière ; et la contestation de fond de la ligne politique fixée par le PR, dont il est tenu directement responsable.

* **aux concessions obtenues par les parlementaires ; même si la hausse du RSA reçoit un accueil beaucoup plus mitigé que la revalorisation des petites retraites plébiscitée.**
* **85% des Français approuvent ainsi la revalorisation des pensions** pour les retraités touchant moins de 1200 euros.
* En revanche, **la mise en place du ‘plan pauvreté’ et la hausse de 10% du RSA en cinq ans n’est approuvée que de 57% des Français**.

Le rejet est important à droite (57% des sympathisants UMP et 55% du FN), mais aussi dans une partie de la gauche (29% des sympathisants PS/EELV), reflétant la **sensibilité au thème de « l’assistanat »** auquel le RSA est associé dans les esprits ; ainsi probablement pour certains - notamment à gauche - que la perception d’un manque de considération accordée au travail (thème revenant fréquemment dans les qualis).

1. **Le plan d’économies est toujours jugé injuste - les efforts étant vus comme inéquitablement répartis - mais indispensable.**
* Le plan d’économies est vu comme « **indispensable** » par une majorité des personnes s’estimant suffisamment bien informées pour en juger : **39% (+3 points)**, contre **25% non**. **36% n’ont toujours pas assez d’éléments pour juger** de ce plan - la communication reste donc nécessaire.
* **Pour autant, les Français sont toujours aussi sévères quant à la répartition des efforts demandés : seulement 10% jugent qu’ils sont équitablement répartis**, contre 60% qu’ils ne le sont pas (dont 37% « pas du tout »). Les sympathisants PS sont à peine moins sévères : 17% estiment les efforts demandés équitablement répartis, et 29% « pas du tout ».

**Les concessions accordées n’ont pas fait évoluer ce jugement**. 69% estiment ainsi qu’elles ne sont **pas suffisantes pour aider les Français les plus modestes** (dont 30% « pas du tout »). Même à gauche, 67% des sympathisants jugent ces mesures insuffisantes, dont 56% au PS.

La question naturellement sensible des retraites mise à part, une communication des mesures visant à favoriser « la France du travail » pourrait probablement trouver un meilleur écho. A ce titre, **l’allègement des charges sur les bas salaires, encore trop méconnu, semble valorisable**.

1. **Le positionnement politique du PM se droitise, notamment auprès des sympathisants PS**

**La nomination de Manuel Valls n’a pas rééquilibré son image vers la gauche** aux yeux de l’opinion. Il n’est pas vu comme le chef de la majorité socialiste : **22% seulement des Français estiment que le PM est « à gauche », soit 5 points de moins** que le 4 avril dernier ; 16% « à droite » (-1), et 28% « au centre » (+2). 33% estiment qu’il n’est « ni à gauche, ni à droite ».

**Auprès des sympathisants PS, seuls 38% le perçoivent comme « à gauche », soit 7 points de moins** que le 4 avril dernier, 27% « au centre » (+3) et 24 « ni à gauche, ni à droite » (+4). Les signaux envoyés depuis sa nomination n’auront pas été suffisants pour ancrer son image à gauche.

Les sympathisants de droite, quant à eux, situent en majorité le PM « au centre » (28%) ou « ni à gauche ni à droite » (36%), seulement 19% le plaçant « à gauche ».

1. **Alstom**
* **Ce dossier n’a pas encore revêtu la dimension symbolique qu’a pu avoir Florange : 42% des Français n’en ont pas entendu parler.**

**Pour autant, chez ceux qui se prononcent, une nette majorité estime que le gouvernement « gère mal le dossier »**: 43% selon le sondage SIG (contre 14% le jugeant bien géré) ; 58% selon un sondage BVA paru vendredi, soit un niveau de mécontentement comparable à celui enregistré en novembre 2012 lors de l’affaire Mittal.

Les sympathisants de droite sont évidemment les plus critiques (75% pour BVA, 50% pour le sondage SIG), mais ceux de gauche montrent également une insatisfaction (51% de satisfaits pour BVA ; 21% pour le sondage SIG contre 31% d’insatisfaits).

* **La crise a cependant contribué à convertir les Français à une certaine forme de réalisme économique** : ils sont ainsi une 57% à penser que ce rachat est un événement normal dans une économie mondialisée, même si les catégories populaires y sont nettement moins enclines que les catégories supérieures (47%, contre 68% des CSP+).

A noter que **les sympathisants de gauche sont tout autant voire plus enclins à considérer ce rachat comme «  normal » que ceux de droite** : 61% contre 54%, dont 65% des sympathisants de la majorité et 58% des sympathisants UMP.

* **Pour autant,** **ce rachat est clairement identifié comme le signe de l’affaiblissement de la France dans l’économie mondiale** (71%).

Comme d’habitude en de pareilles circonstances, **le « patriotisme » revient sur le devant de la scène** (55% des Français se déclarent favorables à une nationalisation temporaire de l’entreprise selon BVA), ainsi qu’un **soupçon d’antiaméricanisme** - même s’il semble moins fort qu’il y a 10 ans - et une **conscience européenne sur les enjeux industriels** qui probablement s’accroît. Ainsi, les Français sont beaucoup plus favorables à un rachat par un européen que par une entreprise américaine (à 58% contre 6% ; 35% estimant l’origine de l’entreprise sans importance - sondage Opinionway).

Quelle qu’en soit l’issue, si ce dossier - encore légèrement sous les radars de l’opinion malgré sa médiatisation - **venait à prendre une dimension symbolique forte, pourraient être mobilisés** afin d’éviter un sentiment d’affaiblissement (ou « *d’hémorragie* » - image souvent employée en quali pour décrire la perte de compétences et d’emplois industriels) **soit « la préférence européenne »** face à la proposition américaine ; **soit le réalisme croissant des Français** qui peuvent être susceptibles **d’entendre les arguments des syndicats** sur l’offre de GE./.*(AA/CM)*